

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP N°2025-08-démolitions-Expros-Gard)

### *Pouvoir adjudicateur*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard (DDTM30)

### *Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)*

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard par délégation  
de Monsieur le Préfet du Gard

### *Objet du marché*

Marché de démolitions de biens expropriés dans le département du Gard

Le présent CCAP comporte 0 annexe(s).

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 : OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
1-1. Objet du marché.....	3
1-2. Décomposition du marché.....	3
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	3
1-4. Dispositions générales.....	4
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 : PRIX - VARIATION DANS LE PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>5</b>
3-1. Tranche optionnelle.....	5
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	6
3-3. Variation dans les prix.....	6
3-4. Modalités particulières de paiement.....	7
3-5. Augmentation du montant des travaux.....	8
<b>ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>8</b>
4-1. Retenue de garantie.....	8
4-2. Avances.....	8
<b>ARTICLE 5. PREPARATION - EXECUTION DES TRAVAUX - RECEPTION.....</b>	<b>9</b>
5-1. Période de préparation.....	9
5-2. Autorisations administratives.....	9
5-3. Période d'exécution des travaux.....	9
5-4. Installation des chantiers.....	9
5-5. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	9
5-6 Registre de chantiers.....	9
5-7. Gestion des déchets de chantiers.....	9
5-8.Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	10
5-9 Dispositions applicables à la réception.....	10
<b>ARTICLE 6. DELAI DE REALISATION - PENALITES.....</b>	<b>10</b>
6-1. Délai de réalisation.....	10
6-2. Prolongation des délais d'exécution.....	10
6-3. Période de préparation.....	10
6-4. Pénalité pour retard d'exécution.....	10
<b>ARTICLE 7. RESILIATION - REDRESSEMENT JUDICIAIRE - LITIGES.....</b>	<b>10</b>
8-1. Conditions de résiliation.....	10
8-2. Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
8-3. Règlement des litiges et langues.....	11
<b>ARTICLE 8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 : OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de désamiantage, de déconstruction et de sécurisation de dix habitations expropriées situées sur les communes de Dions, Saint-Chaptes, La Calmette et Sauzet dans le département du Gard.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### **1-2. Décomposition du marché**

Il est prévu l'allotissement suivant :

- **lot n°1** :démolitions de 4 biens expropriés sur les communes de Dions et de Saint-Chaptes. Il s'agit de biens qui constituaient des habitations principales, leur surface est donc plus conséquente (entre 70 et 300 m<sup>2</sup>),
- **lot n°2** :démolitions de 6 biens expropriés sur les communes de Dions, Saint-Chaptes, La Calmette et Sauzet. Il s'agit de biens qui constituaient des "habitations " de loisirs, de petites surfaces (entre 20 et 30 m<sup>2</sup>) et sans réseau hormis la présence de forages

### **1-3. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-3.1 Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilités à représenter le RPA auprès du titulaire :

- le chef du service risques crises et forêt pour assumer les fonctions suivantes :

- réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine (article 3.1 du CCAG-Travaux) ;
- réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 18.2.2 du CCAG-Travaux) ;
- notification des décisions et communications du RPA faisant courir un délai ;
- signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles.

- le chef de l'unité gestion financière et programme d'actions pour assumer les fonctions suivantes :

- réception des factures ;
- proposition d'acceptation ou de rectification des factures et de complément des factures ;
- suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne ;

#### **1-3.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulés dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R2193-3 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visées à l'article 1-4.3 ci-après.

## **1-4. Dispositions générales**

### **1-4.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

En application de l'article D.8222-5 du code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du Travail.

### **1-4.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

### **1-4.3. Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation

établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et

#### **1-4.4. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG-Travaux, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A - Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- le CCTP et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- la décomposition du prix global et forfaitaire, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.

### **B - Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

- le CCAG applicable aux marchés de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- le (ou les) Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable(s) aux prestations faisant l'objet du marché, suivant dernière liste de mise à jour publiée par décret.

## **ARTICLE 3 : PRIX - VARIATION DANS LE PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche optionnelle**

Il est prévu une décomposition en tranches uniquement pour le lot 1 : 1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles.

La tranche optionnelle n°1 comporte la démolition d'un bien sur la commune de Dions, qui ne pourra être réalisée qu'après la suppression sur la façade du bien d'un câble téléphonique et d'une lanterne pour éclairage public. La suppression de ces ouvrages constituera le prérequis à l'affermissement de la tranche optionnelle n°1.

La tranche optionnelle n°2 comporte la démolition d'un bien sur la commune de Saint-Chaptes, qui ne pourra être réalisée qu'après la libération des lieux occupés de manière illicite. La libération des lieux de tout occupant constituera le prérequis à l'affermissement de la tranche optionnelle n°2.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG - Travaux sont seules applicables.

#### **3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire**

#### **3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte et la périodicité du versement des acomptes est fixée à un mois.

#### **3-2.4. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG-Travaux, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

#### **3-3.1. Les prix sont fermes.**

#### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est **BT01 : tous corps d'état**.

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE,
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

#### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision **C<sub>n</sub>** applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule suivante :

**C<sub>n</sub> = I<sub>n</sub> / I<sub>0</sub>** avec :

**I<sub>0</sub>** = valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

**I<sub>n</sub>** = valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

La période de la révision suit la périodicité de l'acompte.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du code général des impôts (article 283- 1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du code Général des Impôts.

Le maître de l'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son auto-liquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283-2 nonies du code général des impôts, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé,
- le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au soustraitant,
- le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa,
- le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant,
- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité,
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA. En conséquence ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **4-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

### **4-2. Avances**

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R2391-1 du code de la commande publique, à 10 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 10 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

En application de l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Conformément à l'article R2193-19 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.



## **ARTICLE 5. PREPARATION - EXECUTION DES TRAVAUX - RECEPTION**

### **5-1. Période de préparation**

Une première période de préparation est fixée pour une durée de 1 mois. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service notifiant le démarrage de la période de préparation. Durant cette période, toutes les démarches pouvant être anticipées devront être réalisées (cf CCTP).

Pour le lot n°1 uniquement, une seconde période de préparation est fixée pour une durée de 1 mois, à chaque ordre de service de démolitions. A l'issue de cette période, le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux.

### **5-2. Autorisations administratives**

Le maître d'ouvrage fait son affaire de la délivrance au titulaire des autorisations administratives liées à l'exécution du marché, notamment les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les frais associés, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, permis de démolir nécessaires à la réalisation des travaux faisant l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage apporte son concours au titulaire pour lui faciliter l'obtention des autres autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour disposer des emplacements nécessaires à l'installation des chantiers et au dépôt temporaire des déblais.

Les éventuelles difficultés dans l'obtention de ces autorisations, non imputables au titulaire, ouvrent droit à prolongation de délais dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

### **5-3. Période d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est de **8 mois pour le lot 1 et de 3 mois pour le lot 2**. Sa durée figure dans l'acte d'engagement. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

### **5.4. Installation des chantiers**

L'attributaire de chaque lot devra fournir au maître d'ouvrage son plan d'installation de chantier en amont de la réunion de démarrage de chantier.

### **5-5. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Au regard de la forte exposition, au risque d'inondation par débordement de cours d'eau, des biens à démolir, dès le niveau de vigilance orange pluie-inondation l'arrêt des travaux et le repliement des installations de chantier sont exigés.

### **5-6 Registre de chantiers**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

### **5-7. Gestion des déchets de chantiers**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du marché est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation

en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### **5-8.Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

#### **5-9 Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le maître d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

### **ARTICLE 6. DELAI DE REALISATION - PENALITES**

#### **6-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

#### **6-2. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG - Travaux sont seules applicables.

#### **6-3. Période de préparation**

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 5-1 ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 €.

#### **6-4. Pénalité pour retard d'exécution**

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/3000, conformément aux stipulations de l'article 19-2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19-2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément à l'article 19-2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

### **ARTICLE 7. RESILIATION - REDRESSEMENT JUDICIAIRE - LITIGES**

#### **8-1. Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 et 50 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'entité adjudicatrice, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et

risques du titulaire.

## **8-2. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **8-3. Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nîmes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

- l'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- l'article 3.3 du CCAP déroge à l'article 9.4 du CCAG - Travaux
- l'article 3;5 du CCAP déroge à l'article 14.4.3 du CCAG - Travaux
- l'article 6.4 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux